



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG

COMPTE RENDU INTÉGRAL

MET HET BEKNOPT VERSLAG

AVEC LE COMPTE RENDU ANALYTIQUE

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE
BETREKKINGEN

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

maandag

lundi

13-11-2000

13-11-2000

14:00 uur

14:00 heures

AGALEV-ECOLO	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CVP	<i>Christelijke Volkspartij</i>
FN	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	<i>Parti Réformateur libéral – Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement</i>
PS	<i>Parti socialiste</i>
PSC	<i>Parti social-chrétien</i>
SP	<i>Socialistische Partij</i>
VLAAMS BLOK	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	<i>Volksunie&ID21</i>

<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>		<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>	
DOC 50 0000/000	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + nummer en volgnummer</i>	DOC 50 0000/000	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° et du n° consécutif</i>
QRVA	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>	QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>
CRIV	<i>Integraal Verslag (op wit papier, bevat de bijlagen en het beknopt verslag, met kruisverwijzingen tussen Integraal en Beknopt Verslag)</i>	CRIV	<i>Compte Rendu Intégral (sur papier blanc, avec annexes et CRA, avec renvois entre le CRI et le CRA)</i>
CRIV	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)</i>	CRIV	<i>Version Provisoire du Compte Rendu Intégral (sur papier vert)</i>
CRABV	<i>Beknopt Verslag (op blauw papier)</i>	CRABV	<i>Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)</i>
PLEN	<i>Plenum (witte kaft)</i>	PLEN	<i>Séance plénière (couverture blanche)</i>
COM	<i>Commissievergadering (beige kaft)</i>	COM	<i>Réunion de commission (couverture beige)</i>

<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>
<i>Bestellingen :</i>	<i>Commandes :</i>
<i>Natieplein 2</i>	<i>Place de la Nation 2</i>
<i>1008 Brussel</i>	<i>1008 Bruxelles</i>
<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.deKamer.be</i>	<i>www.laChambre.be</i>
<i>e-mail : alg.zaken@deKamer.be</i>	<i>e-mail : aff.generales@laChambre.be</i>

INHOUD

INTERPELLATIES	1
Samengevoegde interpellaties van	1
- de heer Jacques Lefevre tot de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking over "de gedeeltelijke defederalisering van de ontwikkelingssamenwerking" (nr. 519)	
- de heer Francis Van den Eynde tot de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en tot de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking over 'de partiële defederalisering van de ontwikkelingssamenwerking" (nr. 522)	

Sprekers: **Jacques Lefevre, Francis Van den Eynde, Louis Michel**, vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken, **Eddy Boutmans**, staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, **Mark Eyskens, Ferdy Willems, Leen Laenens**

<i>Moties</i>	6
---------------	---

SOMMAIRE

INTERPELLATIONS	1
Interpellations jointes de	1
- de M. Jacques Lefevre au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement sur "la défédéralisation partielle de la coopération au développement" (n° 519)	
- M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement sur "la défédéralisation partielle de la coopération au développement" (n° 522)	

Orateurs: **Jacques Lefevre, Francis Van den Eynde, Louis Michel**, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, **Eddy Boutmans**, secrétaire d'Etat à la Coopération au développement, **Mark Eyskens, Ferdy Willems, Leen Laenens**

<i>Motions</i>	6
----------------	---

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN

van

MAANDAG 13 NOVEMBER 2000

14:00 uur

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

du

LUNDI 13 NOVEMBRE 2000

14:00 heures

De vergadering wordt geopend om 15.02 uur door de heer Geert Versnick, voorzitter.

La séance est ouverte à 15.02 heures par M. Geert Versnick, président.

Interpellaties

Interpellations

- 01** **Samengevoegde interpellaties van**
 - de heer Jacques Lefevre tot de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking over "de gedeeltelijke defederalisering van de ontwikkelingssamenwerking" (nr. 519)
 - de heer Francis Van den Eynde tot de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en tot de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking over 'de partiële defederalisering van de ontwikkelingssamenwerking" (nr. 522)

- 01** **Interpellations jointes de**
 - de M. Jacques Lefevre au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement sur "la défédéralisation partielle de la coopération au développement" (n° 519)
 - M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement sur "la défédéralisation partielle de la coopération au développement" (n° 522)

01.01 **Jacques Lefevre (PSC):** Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, chers collègues, lors de la déclaration de politique fédérale du Gouvernement, le premier ministre a indiqué que certaines matières de coopération au développement seraient également transférées dès 2004 dans la mesure où elles portent sur des compétences des communautés et des régions.

Il n'a pas été plus précis. Cette décision revêt à mon sens une importance fondamentale pour l'avenir de la coopération belge au développement. Il s'agit donc d'évaluer précisément la portée de cette décision gouvernementale.

Je voudrais tout d'abord citer une interview récente du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères dans « La Libre Belgique » du 7 novembre, où il parle du droit d'asile. A la fin de l'interview, il dit des choses que j'approuve pleinement: « L'Europe ne doit-elle pas ouvrir un débat sur sa capacité annuelle d'accueil d'immigrés économiques; en même temps, l'Europe ne peut-elle pas coordonner une politique de coopération économique dans les pays qui sont des enfers sociaux et économiques. Sur les 20 milliards que la Belgique consacre chaque année à l'accueil des immigrés ne devrait-on pas prévoir 5, 10 ou 15 milliards à des projets de coopération dans ces pays-là. »

J'approuve pleinement le ministre lorsqu'il veut faire remonter la coopération au niveau européen, mais ici, selon moi, on assiste plutôt à un détricotage en la faisant descendre au niveau régional.

La coopération belge au développement vient de sortir d'un énorme chantier qui commence à porter ses fruits. Tous les acteurs, l'administration, la CTB, les ONG, les pays partenaires, avaient enfin pu sortir d'une période d'incertitude grave et se remettent à travailler avec une idée claire des contours et des axes de la coopération belge au développement.

Pour mémoire, il faut rappeler
 - qu'une loi de la coopération internationale a été

adoptée offrant un cadre juridique stable et des lignes directrices fortes. Celle-ci a jeté les bases d'une coopération au développement de qualité;

- que l'évaluation indépendante et le contrôle parlementaire ont été renforcés, notamment par le biais de notre commission;
- que le principe de programmation a été mis en œuvre, y compris par les ONG;
- que l'exécution de la politique belge de coopération au développement a été confiée à la CTB conçue pour agir plus sagement et avec plus d'efficacité que l'administration;
- que l'administration de la coopération au développement, la DGCI, a été intégrée dans le ministère des Affaires étrangères, afin de renforcer la cohérence ou les synergies à l'expression internationale de la Belgique.

Au détour d'une phrase lapidaire de la déclaration de politique générale, le gouvernement annonce une décision prise peut-être aux petites heures du matin, sur le coin d'une table, dans une négociation de marchandage communautaire. « Certaines matières de la coopération au développement seront transférées dès 2004, dans la mesure où elles portent sur des compétences communautaires et régionales ». Grâce à ces trois lignes obscures, la majorité libérale-socialiste-écologiste a plongé la coopération belge au développement dans le chaos de quatre nouvelles années d'incertitudes, trois tout au moins.

Tout donne à penser que le gouvernement a pris une décision dans le flou le plus absolu sans connaître les tenants et les aboutissants d'une telle décision, sans évaluer les conséquences de celle-ci, sans aucune consultation ni des acteurs ni du responsable politique de ce département, selon certaines de ses déclarations. La réaction publique de M. le secrétaire d'Etat le prouve à ceux qui en douteraient. On ne peut que déplorer le manque d'analyse du gouvernement sur les conséquences que la mise en œuvre de sa déclaration entraînait sur le plan de la politique internationale, sur le plan des stratégies et sur le plan opérationnel.

La fédération des ONG francophone et MSF par exemple ont immédiatement exprimé leur désappointement devant un tel manque de professionnalisme.

Deuxièmement, on peut s'étonner de cette décision qu'aucun motif relatif à la solidarité internationale ne justifie. Il s'agit du résultat d'un nouveau marchandage communautaire au mépris du sens de l'Etat et de ce que l'on avait un moment appelé la nouvelle culture politique.

A bien y réfléchir, je ne vois que des inconvénients à une éventuelle régionalisation ou communautarisation de la coopération au développement. Elle révèle en outre un paradoxe fondamental. Le gouvernement souhaite assumer ses responsabilités dans l'Afrique des Grands Lacs, en menant une politique alliant "initiatives diplomatiques et efforts en matière de coopération".

Non seulement le ministre des Affaires étrangères accepte de se priver du levier le plus important de sa politique africaine.

En outre, une telle réforme n'apportera aucun bénéfice aux pays en développement. Au contraire, cela signifiera la multiplication des acteurs, des priorités politiques et une division des moyens au préjudice de toute notion d'efficacité et de visibilité de l'aide publique belge.

Le morcellement des compétences signifie la perte de cohérence à plusieurs niveaux:

- l'image extérieure de la Belgique, objectif prioritaire de ce gouvernement, sera brouillée, avec trois partenaires et peut-être quatre dont une petite partie maintenue au fédéral;
- l'analyse des pays partenaires qui vont bénéficier de notre aide au développement doit rassembler les dimensions politique, économique, sociale et technique, et seul le fédéral dispose de l'ensemble de ces moyens;
- cela signifie une diminution de la cohérence de l'aide au Sud par l'éclatement des responsabilités, des moyens humains et financiers.

Le transfert des compétences signifiera probablement aussi la fin de la viabilité de la CTB dont le taux d'activité passera au-dessous du "chiffre d'affaires" minimum. Que deviendra, dans cette hypothèse, la DGCI et son staff?

Comment ne pas craindre, par ailleurs que lorsque le budget de la coopération sera dévolu aux entités fédérées, celles-ci ne soient pas tentées de l'utiliser au bénéfice d'une autre de leurs compétences, le commerce extérieur? Ce serait le danger du grand retour à l'aide liée et à ce qu'on a appelé les « éléphants blancs ».

La dernière réflexion que m'inspire ce projet porte sur le repli identitaire que je regrette. Comment la Belgique pourra-t-elle plaider de manière crédible pour que les Serbes et les Croates ou que les hutus et les tutsis travaillent ensemble alors que

nous ne serions même plus capables de le faire nous-mêmes? Il s'agit d'un bien mauvais exemple pour des pays en développement, eux-mêmes souvent traversés par des conflits identitaires.

Monsieur le ministre, puisque l'annonce de la prochaine défédéralisation de la coopération au développement suscite plus de questions que de réponses, je vous serais reconnaissant de bien vouloir donner quelques précisions concernant quatre questions précises:

- 1) Quel est l'inventaire des matières qui pourraient être transférées? Et à quelles entités? Quelles sont les matières qui resteraient fédérales?
- 2) Quel type de coopération serait visé? La coopération bilatérale directe? La coopération indirecte via les ONG? La coopération multilatérale? L'aide humanitaire?
- 3) Quel serait l'impact budgétaire d'un tel transfert? Quelles seraient les clés de répartition?
- 4) Quel serait l'impact de cette décision sur les nouvelles structures belges de la coopération au développement?

Pour terminer, monsieur le ministre, j'aimerais également connaître votre opinion sur la compatibilité entre la décision du gouvernement et les objectifs de la coopération belge au développement.

Si le premier ministre ne semble pas vouloir vous consulter, nous, parlementaires de l'opposition, sommes intéressés par votre opinion. Vous avez déclaré à la presse que vous iriez jusqu'au bout pour vous opposer à la défédéralisation de la coopération au développement.

Etes-vous prêt à le faire?

01.02 Francis Van den Eynde (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, mijnheer de staatssecretaris, collega's, net zoals de heer Lefevre verzet onze fractie zich tegen de defederalisering van Ontwikkelingssamenwerking, niet alleen omdat defederalisering een lelijk neologisme is, maar omdat het proces natuurlijk niet ver genoeg gaat. Mijn partij is duidelijk van mening dat Ontwikkelingssamenwerking gesplitst moet worden. Dit is niet nieuw. Ik verdedigde dit standpunt reeds in de minderheidsnota van mijn fractie bij het einde van de opvolgingscommissie over het ABOS. Wanneer ik hier de splitsing verdedig - ik weet dat dit woord in de oren van mijn Franstalige collega's vreselijk klinkt want zij spreken soms over "la splitsing" - dan is dat niet alleen omwille van het principe. Ik ben

vanzelfsprekend lid van een partij die de secessie voorstaat. Deze splitsing past daar perfect in.

Ik verdedig de splitsing ook uit andere motieven. Na twee jaar zeer hard werken in de opvolgingscommissie ABOS heb ik een paar zaken ontdekt die mij sterkten in mijn standpunten. De perceptie van wat ontwikkelingssamenwerking is of zou moeten zijn, en van de wijze waarop ze moet gebeuren, verschilt namelijk zeer sterk in Wallonië en Vlaanderen.

In Wallonië gebeurt ontwikkelingssamenwerking door middel van ONG's en ik gebruik met opzet de Franstalige benaming. Het gaat daar meestal om kleine verenigingen die voornamelijk bestaan uit vrijwilligers die zich inzetten voor kleine projecten. Ik bedoel dit helemaal niet pejoratief. In Vlaanderen zijn de NGO's meestal mastodonten in verhouding tot die Waalse NGO's. Dat wil niet zeggen dat ze daarom beter zijn. Ik vel hier geen waardeoordeel. Ik stel alleen het verschil vast.

Wat de aanpak betreft hoor ik de heer Lefevre graag zeggen dat hij tegen gebonden hulp is. Onze ervaring ten tijde van de opvolgingscommissie over het ABOS was dat in het algemeen de Franstalige partijen zich veel minder stoorden aan dit soort hulp dan de Vlaamse partijen. Het is een andere manier om de zaken te bekijken.

De Vlaamse ontwikkelingssamenwerking heeft ook andere doeleinden dan de Waalse. Het is bijvoorbeeld bekend dat Vlaanderen veel belang hecht aan de culturele integriteit van de wereld. In Franstalig België is men meer geneigd 'les pays de la francophonie' te ondersteunen. Dat is niet 'eigen volk eerst', maar 'le français d'abord.' Ieder zijn keuze.

Er bestaan blijkbaar uiteenlopende manieren om de zaken aan te pakken. Volgens ons is het onmogelijk de twee werkwijzen te verzoenen. Wij vinden het dus helemaal niet slecht dat er aan een splitsing wordt gedacht. Ik zeg wel: een splitsing. In de Lambermontverklaring stond één zinnetje dat volstond om de weldenkenden te choqueren. Mocht ik mij vergissen, mijnheer de vice-eerste minister en mijnheer de staatssecretaris, dan mag u mij verbeteren.

Het volstond om de weldenkenden in dit land te choqueren. Ik bedoel daarmee vanzelfsprekend de conservatieve weldenkenden, de Socialistische Partij in Vlaanderen, Agalev met de staatssecretaris op kop en uiteraard de partij die steeds de verdediging van de Troon en de Kerk

op zich heeft genomen, le Parti Social Chrétien.

Er is geen reden om te panikeren, mijnheer Lefevre, integendeel. Het spijt me maar dat ene zinnetje is niet van aard om mij hoop te geven. Ik heb de indruk dat dat zinnetje er alleen maar in stond om een zekere steun te vinden voor de regering, steun die men nodig achtte in andere materies. Ik denk dan in het bijzonder aan de Volksunie - ik ben blij dat er een vertegenwoordiger van die partij aanwezig is - die men toch met een klein cadeautje moest tevreden stellen, al was het maar een mooie verpakking zonder veel inhoud. Ik heb de indruk dat men daar sindsdien bij is gebleven.

Ik zou dus ook heel graag weten - net zoals u, mijnheer Lefevre - waar we nu staan met dat zinnetje. Ik kan dan ook kort zijn. Ik stel de regering immers precies dezelfde vragen als de heer Lefevre, maar dan vanuit een andere belangstelling. Ik dank de heren ministers bij voorbaat voor hun antwoord.

01.03 Louis Michel, ministre: Monsieur le président, chers collègues, la réponse sera extrêmement brève.

Je confirme qu'il y a un accord sur la défédéralisation de la coopération pour ce qui concerne les éléments qui sont liés aux compétences des communautés et des régions.

Par ailleurs, une étude de faisabilité qui porte sur les modalités de cette réforme est évidemment nécessaire.

Des concertations très sérieuses doivent être menées avec tous les acteurs concernés. Il va de soi que le Parlement sera associé à cette démarche.

Enfin, l'accord prévoit que l'exécution de cette décision devra prendre effet en 2004.

01.04 Staatssecretaris Eddy Boutmans: Mijnheer de voorzitter, dit was een gezamenlijke verklaring, waarover wij het eens zijn.

01.05 Jacques Lefevre (PSC): Monsieur le président, d'abord, je répondrai à mon collègue du Blok: il entre de nouveau dans les stéréotypes en disant que les ONG francophones ou wallonnes sont plus petites, ne sont pas constituées de professionnels; je sais qu'on aime bien colporter de telles idées. Je tiens pourtant à rappeler que les plus grandes ONG du pays sont nationales et bilingues; elles m'intéressent aussi et on assiste

même à une restructuration complète du côté des ONG wallonnes. C'est un élément de réponse.

Là où je suis étonné, bien que ce soit une confirmation de ce que je subodorais, c'est que cette régionalisation, cette scission de la coopération au développement n'a d'autre but que de satisfaire à des exigences de politique interne. Ce n'est sûrement pas pour une meilleure efficacité à l'égard des pays qui en ont besoin. Il s'agit uniquement de vous satisfaire; malheureusement, obéir à certaines exigences politiques internes chez nous est regrettable et ne correspond pas à l'objectif de la coopération au développement.

En Belgique, en matière de coopération, on avait beaucoup de bonne conscience et peu de moyens. Une fois que les moyens seront atomisés, il ne restera que la bonne conscience. Moi, j'estime que l'on réagit, une fois de plus, à la va-vite et dans l'improvisation. Je déplore qu'on aille dans cette voie.

Ma seule espérance, c'est que la réforme est prévue pour 2004, après des élections: d'ici là, beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts.

01.06 Francis Van den Eynde (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, ik heb een opmerking voor de heer Lefevre. Atomaschriften dateren uit onze jonge jaren.

Zelfs als wij gewoon iets vaststellen, wordt dit als verkeerd ervaren. Ik heb helemaal niets minachtends of hatelijks gezegd over de Waalse ontwikkelingssamenwerking. Ik heb enkel vastgesteld dat ze verschillend is. Ik hecht daar verder geen enkel waardeoordeel aan. Ik heb enkel de vaststelling gemaakt.

De mooiste vaststelling die ik kan maken, is dat de regering het eens is. Dat gebeurt niet zo vaak de laatste tijd. Ik hoor woordvoerders van Agalev en de PRL die het volledig met mekaar eens zijn. Zij zijn het echter eens over een tekst waarin niets staat. Zo moeilijk is het dan niet om het eens te zijn.

Men heeft beslist over te gaan tot een defederalisering. Men weet echter nog niet wanneer men dit zal uitvoeren en hoe ver men daarin wil gaan. Eerst en vooral zal men alles heel goed bestuderen. In feite deelt men ons mee dat men nog niets heeft beslist. Mijnheer Lefevre, u heeft gelijk als u zegt dat men pas iets zal ondernemen in het jaar 2004. Het is wel de stijl van deze regering om alles uit te stellen.

Men heeft de indruk willen wekken dat men wat toegevingen heeft gedaan aan de Vlamingen of de Walen. Zelfs dat is niet helemaal duidelijk. Onder meer de heer Van Cauwenbergh zou hebben gepleit voor deze defederalisering. Het is in elk geval niets meer dan de indruk wekken. Het is typisch voor de stijl van deze regering: heel veel geblaat en zeer weinig wol.

01.07 Mark Eyskens (CVP): Mijnheer de voorzitter, heren ministers, collega's, het is evident dat onze Gemeenschappen een zeer grote inbreng hebben in het ontwikkelingsbeleid al was het maar op het vlak van het onderwijs en de cultuur. Dat men deze inbreng formaliseert en structureert, lijkt mij logisch. Dat dit echter wordt aangekondigd als een splitsing van de ontwikkelingssamenwerking lijkt mij een stap te ver. Des te meer als dit gebeurt zonder overleg noch met de betrokken NGO's, noch met de ontwikkelingslanden zelf. Het is toch de bedoeling ontwikkelingshulp ten dienste te stellen van ontwikkelingslanden?

Ik vrees dat dit pure politieke akkoord, dat aan de grond van de problematiek voorbijgaat en enkel dienstig moet zijn voor het in stand houden van de consensus binnen de regering, de voorbode is van een splitsing van ontwikkelingssamenwerking. Op die manier zal een volgende federale regering geen minister of staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking meer hebben. De heer Boutmans zal dan de laatste federale staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking zijn geweest.

Mijnheer de vice-eerste minister, onder deze regering werden reeds de minister voor Landbouw, de minister voor Buitenlandse Handel en de minister voor Ontwikkelingssamenwerking afgeschaft. Dit is nadelig voor onze Gemeenschappen en volgens mij ook voor ons land. Rond de tafel van de Europese Ministerraad komen die gewestministers immers niet aan bod. Zij zullen vertegenwoordigd worden door een federaal minister voor Europese Zaken die niet echt bezig is met die dossiers en ze dan ook niet kent. Op die manier zullen de belangen van onze Gemeenschappen niet accuraat worden verdedigd. Ik betreur dit ten zeerste.

Er zijn uiteraard de separatisten die denken dat dit bijzonder voordelig is voor de Gemeenschappen en Gewesten. Dat is volkomen fout. Het is immers nadelig voor iedereen. U maakt van uw dossiers geen win-winsituatie of een zerosonggame met winnaars en verliezers. Iedereen verliest erbij.

Iedereen verliest daarbij. Dat betreur ik ten zeerste. Ik heb de verklaring van de heer Boutmans gelezen. Hij heeft de moed van zijn overtuiging, maar wie a zegt, moet ook b zeggen. Wij hadden deze middag een vergadering en lunch met de voorzitter van de Raad van Europa, lord Russell. Onze gewesten wensen nauwer te worden betrokken bij de werkzaamheden van de Raad van Europa. Lord Russell heeft allerlei statuten bovengehaald, waaruit blijkt dat in de Raad van Europa met 43 lidstaten gewesten en gemeenschappen, hoe verdienstelijk ook, niet aan bod komen. Het zijn de staten die daar aan bod komen. Dat is krachtens de Europese verdragen ook zo. Bijgevolg moeten wij daar rekening mee houden en een Belgisch beleid voeren dat daarop is afgestemd. Ik ben een groot voorstander van een maximale inbreng van gemeenschappen en gewesten, ook in het Europees beleid, maar dat moet gebeuren via bevoegde federale ministers. Door die op de tocht te zetten en af te schaffen, brengt u grote schade toe aan onze gemeenschappen en gewesten. Ik denk dat dit ingaat tegen een gezonde, federale opvatting van ons land. Het heeft er de schijn van dat u erg federalistisch doet door te defederaliseren, maar in feite is het net het tegenovergestelde, en dat betreur ik.

01.08 Ferdy Willems (VU&ID): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, mijnheer de staatssecretaris, collega's, ik verwijs naar mijn betoog in de plenaire vergadering van 19 oktober 2000 en naar gelijkaardige standpunten van minister Anciaux in zijn rondschrijven van 8 november 2000. Basisprincipes voor ons blijven de meerwaarde voor de Derde Wereld en het geloof in onszelf. Als wij dat hier doen, maken sommigen daar een conservatief verhaal van. Doen wij dat in de Derde Wereld, dan is dat plots progressief. Het gaat over het regeerakkoord en pacta sunt servanda: de eerste minister heeft dat bevestigd en de minister van Buitenlandse Zaken bevestigt dat vandaag opnieuw. Wij stellen ook vast dat de ontwikkelingssamenwerking op een totaal dood spoor zit, en daarmee citeer ik een werk van Dirk Barrez uit 1993. Er is dus nood aan een volledig nieuw beleid. In plaats van ontwikkelingssamenwerking hadden wij het graag gehad over samenwerkingsontwikkeling en dat is juist het omgekeerde. Daarbij wordt de Derde Wereld een partner en niet enkel degene die ontvangt.

Voor ons blijft het Vlaamse niveau verkieslijk boven het Belgische. Juist het Belgische niveau heeft geleid tot gebonden hulp, juist het Belgische niveau was een ramp. Vlaanderen zou inderdaad

een klein volume inbrengen, maar het Belgische volume is niet veel groter. Wij moeten dus vanuit Vlaanderen niet opkijken naar het Belgische niveau, maar naar het Europees. Voor een eerlijke handel, democratisering van de samenleving, coördinatie, impact op Wereldbank en IMF en WTO hebben wij nood aan een Europees niveau, niet aan een Belgisch. Wij stellen dat de ontwikkelingssamenwerking inderdaad compleet los moet staan van het Belgisch buitenlands beleid. Dit richt zich in eerste instantie immers op het veiligstellen van Belgische belangen, terwijl ontwikkelingssamenwerking in de eerste plaats is gericht op de Derde Wereldlanden zelf. Ik heb in de Kamer reeds gezegd dat de Waalse ontwikkelingssamenwerking een heel ander aanvoelen heeft, een heel ander hart heeft. Als ieder volgens eigen temperament en volgens eigen hart kan handelen, zal de hulp aan de Derde Wereld daar maar beter van worden. Ons Vlaams model opdringen aan Wallonië zou inderdaad neerkomen op puur paternalisme.

Wij stellen ook, net als de Vlaamse regering doet, dat ontwikkelingssamenwerking niet verticaal, maar horizontaal moet worden georganiseerd. Dat betekent dat elke Vlaamse minister zijn impact moet hebben, onder impuls van de minister van Ontwikkelingssamenwerking zelf. Zo krijg je een kruisbestuiving die bijzonder vruchtbaar kan zijn als ze gebeurt vanuit precies die domeinen die nu reeds in handen zijn van de gewesten als onderwijs, gezondheidszorg en plattelandsontwikkeling. Die zijn nu reeds geregionaliseerd.

Wij pleiten ook voor een zeer grote sensibilisering. Ook daar moet meer aandacht naartoe gaan. Vanaf welk moment zal Ontwikkelingssamenwerking immers echt politiek meetellen? Vanaf het moment dat het op de politieke agenda komt, vanaf het moment dat dat belangrijk wordt. Vanaf dat moment pas zal de 0,7% realistisch zijn als streefdoel.

Ik herinner u aan de slogan van 11.11.11 van enkele jaren geleden: 'hierover valt geen regering'. Als we niet veel grondiger zullen sensibiliseren via de gemeenten en de gewesten, die toch dicht bij de mensen staan, dan kunnen we nog heel lang wachten.

Wij hechten groot belang aan expertise. Ik verwijst naar een oud Chinees spreekwoord: 'als uw arme vriend honger heeft, geef hem dan geen vis, maar leer hem vissen'. Het zijn precies de gewesten die moeten optreden. De Vlaams en Waalse regering hebben een eigen inbreng in onderwijs,

huisvesting, welzijn. Wij kunnen aan de derde wereld een echte samenwerking aanbieden. Wij moeten niet alleen geld geven, maar ook expertise. Door onze ervaring, rekening houdend met hun culturele eigenheid, kunnen wij overgaan tot samenwerkingsontwikkeling in plaats van tot ontwikkelingssamenwerking.

Tenslotte wil ik vragen - ik heb dat in de plenaire ook al gedaan - op te houden met het rondsturen van hatelijkheden. Dit thema is daar te belangrijk voor.

01.09 Leen Laenens (AGALEV-ECOLO): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, uit uw korte antwoord heb ik begrepen dat er een haalbaarheidsstudie zal worden uitgevoerd en dat er een concertatie van alle betrokkenen zal zijn. Het is belangrijk dat iedereen hierbij wordt betrokken, zowel onze NGO's als de landen waar het om gaat.

In tegenstelling tot de heer Willems, benadruk ik het belang van samenwerking, zoals bevestigd door de oprichting van de interdepartementale werkgroep van ontwikkelingssamenwerking. Coherentie en coördinatie zijn immers noodzakelijk voor een kwaliteitsvolle ontwikkelingssamenwerking. Buitenlands Beleid en Ontwikkelingssamenwerking kunnen mijns inziens dan ook niet worden losgekoppeld. Ik denk bijvoorbeeld aan conflictpreventie, NGO's en diplomaten moeten elkaar daar veel meer kunnen aanvullen. Ook wat de schuldkwijtschelding betreft, moeten Financiën en Ontwikkelingssamenwerking nauwer met elkaar samenwerken. Natuurlijk mag ook de coherentie en de coördinatie op de internationale fora niet worden vergeten. Zoals de heer Eyskens aanhaalde, zijn Gemeenschappen en Gewesten daar geen erkende gesprekspartners.

De ontwikkelingssamenwerking evolueert naar een sterke responsabilisering van de partners en een samenwerking met de verschillende donorpartners. Ik beklemtoon het belang van een samenwerking op Europees niveau en op de internationale fora.

Ik kijk uit naar de resultaten van de studie en van de concertatie. Ik vertrouw erop dat men de nodige tijd neemt om tot een degelijk resultaat te komen.

Moties
Motions

Tot besluit van deze bespreking werden volgende

moties ingediend.

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Een eerste motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Francis Van den Eynde en luidt als volgt:

“De Kamer,
gehoord de interpellaties van de heren Jacques Lefevre en Francis Van den Eynde
en het antwoord van de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken
verzoekt de regering het nodige te doen om zo vlug mogelijk tot de totale splitsing van de Belgische ontwikkelingssamenwerking over te gaan.”

Une première motion de recommandation a été déposée par M. Francis Van den Eynde et est libellée comme suit:

“La Chambre,
ayant entendu les interpellations de MM. Jacques Lefevre et Francis Van den Eynde
et la réponse du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères
demande au gouvernement de faire le nécessaire pour qu'il soit procédé dans les meilleurs délais à la scission complète de la coopération au développement belge.”

Een tweede motie van aanbeveling werd ingediend door de heren Jacques Lefevre en Mark Eyskens en luidt als volgt:

“De Kamer,
gehoord de interpellaties van de heren Jacques Lefevre en Francis Van den Eynde
en het antwoord van de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken
verzoekt de regering werk te maken van een federale en kwaliteitsvolle ontwikkelingssamenwerking die ten dienste staat van de partnerlanden, daarbij oog hebbend voor een efficiënte inbreng van de Gemeenschappen en Gewesten.”

Une seconde motion de recommandation a été déposée par MM. Jacques Lefevre et Mark Eyskens et est libellée comme suit:

“La Chambre,
ayant entendu les interpellations de MM. Jacques Lefevre et Francis Van den Eynde
et la réponse du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères
demande au gouvernement d'assurer une coopération au développement fédérale de qualité au service des pays partenaires, en respectant un apport efficace des Communautés et des Régions.”

Een eenvoudige motie werd ingediend door de

heren Yvon Harmegnies, Jacques Simonet en Geert Versnick en mevrouw Leen Laenens.

Une motion pure et simple a été déposée par MM. Yvon Harmegnies, Jacques Simonet en Geert Versnick et Mme Leen Laenens.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.33 uur.

La réunion publique de commission est levée à 15.33 heures.



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BEKNOPT VERSLAG

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE
BETREKKINGEN

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

maandag

lundi

13-11-2000

13-11-2000

14:00 uur

14:00 heures

INHOUD

INTERPELLATIES

1

Samengevoegde interpellaties van
 - de heer Jacques Lefevre tot de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking over "de gedeeltelijke defederalisering van de ontwikkelingssamenwerking" (nr. 519)
 - de heer Francis Van den Eynde tot de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en tot de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking over 'de partiële defederalisering van de ontwikkelingssamenwerking" (nr. 522)

Sprekers: **Jacques Lefevre, Francis Van den Eynde, Louis Michel**, vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken , **Eddy Boutmans**, staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking , **Mark Eyskens, Ferdy Willems, Leen Laenens**

Moties

5

SOMMAIRE

INTERPELLATIONS

1

Interpellations jointes de
 - M. Jacques Lefevre au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement sur « la défédéralisation partielle de la coopération au développement » (n° 519)
 - M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement sur 'la défédéralisation partielle de la coopération au développement » (n° 522)

Orateurs: **Jacques Lefevre, Francis Van den Eynde, Louis Michel**, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères , **Eddy Boutmans**, secrétaire d'Etat à la Coopération au développement , **Mark Eyskens, Ferdy Willems, Leen Laenens**

Motions

5

**COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN**

van

MAANDAG 13 NOVEMBER 2000

14:10 uur

**COMMISSION DES RELATIONS
EXTÉRIEURES**

du

LUNDI 13 NOVEMBRE 2000

14:10 heures

De openbare vergadering wordt geopend om 15.02 uur door de heer Geert Versnick, voorzitter.

Interpellaties

01 **Samengevoegde interpellaties van**
- de heer Jacques Lefevre tot de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking over “de gedeeltelijke defederalisering van de ontwikkelingssamenwerking” (nr. 519)
- de heer Francis Van den Eynde tot de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en tot de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking over ‘de partiële defederalisering van de ontwikkelingssamenwerking’ (nr. 522)

01.01 **Jacques Lefevre (PSC):** De Belgische ontwikkelingssamenwerking heeft een grote hervorming achter de rug die stilaan haar vruchten begint af te werpen. Alle actoren van die hervorming (het bestuur, de B.T.C., de NGO's en de partnerlanden) konden eindelijk opnieuw aan de slag gaan.

Een en ander heeft de regering er echter niet van weerhouden in het kader van een communautaire koehandel in de vroege ochtenduren te beslissen dat “sommige aangelegenheden inzake ontwikkelingssamenwerking die onder de bevoegdheid van de Gemeenschappen en Gewesten ressorteren in 2004 eveneens zouden worden overgeheveld”.

Dat staat haaks op de ideeën van de heer Boutmans die in een interview met “La Libre Belgique” integendeel voor een centralisatie op Europees niveau van de ontwikkelingssamenwerking pleitte.

Die sibillijnse zin dreigt de Belgische

La réunion publique est ouverte à 15.02 heures par M. Geert Versnick, président.

Interpellations

01 **Interpellations jointes de**
- M. Jacques Lefevre au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement sur « la défédéralisation partielle de la coopération au développement » (n° 519)
- M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement sur 'la défédéralisation partielle de la coopération au développement » (n° 522)

01.01 **Jacques Lefevre (PSC):** La coopération belge au développement vient de sortir d'un énorme chantier qui commence à porter ses fruits. Tous les acteurs de cette réforme (l'administration, la CTB, les ONG et les pays partenaires) avaient enfin pu se remettre à travailler.

Cependant, voilà que le gouvernement annonce une décision prise aux petites heures du matin dans un marchandage communautaire : « certaines matières de la coopération au développement seront également transférées dès 2004 dans la mesure où elles portent sur des compétences des Communautés et des Régions ».

Tout cela va à l'encontre des idées émises par M. Boutmans qui, répondant à une interview dans « *La Libre Belgique* », prônait au contraire une centralisation de la coopération au niveau européen.

Ces trois lignes obscures ont plongé la coopération

ontwikkelingssamenwerking opnieuw in een periode van vier jaar chaos en onzekerheid te doen verzeilen. Alles wijst erop dat de beslissing van de regering in een waas van onduidelijkheid is gehuld.

De publieke verklaringen die de politiek verantwoordelijke van het departement terzake heeft afgelegd, zijn veelzeggend. Men kan het gebrek aan inzicht van de regering, dat van weinig professionalisme getuigt, enkel maar betreuren.

Vanuit het oogpunt van de internationale solidariteit is die beslissing volledig onverantwoord. Zij getuigt immers van een totaal gebrek aan staatszin en druist volledig in tegen de "nieuwe politieke cultuur". De minister van Buitenlandse Zaken ontnemt zichzelf op die manier de belangrijkste hefboom van zijn Afrikaans beleid.

De versnippering van de bevoegdheden heeft ook tot gevolg dat het imago van België in het buitenland ondoorzichtig wordt en dat de hulp aan de partnerlanden aan doeltreffendheid zal inboeten omdat de betrokken landen met drie of meer deelgebieden zullen moeten onderhandelen.

Dat zal ook het einde van de BTC betekenen. Wat zal er in dat geval van DGIS worden? Als de begroting inzake ontwikkelingssamenwerking naar de deelgebieden wordt overgeheveld, zullen we inzake buitenlandse handel opnieuw te maken krijgen met gebonden hulp en "witte olifanten". Hoe kan België de samenwerking tussen Serviërs en Kroaten of tussen Hutu's en Tutsi's bepleiten als het zelf niet in staat is het goede voorbeeld te geven?

Welke materies zouden precies kunnen worden overgeheveld? Naar welk niveau? Welke materies zouden federaal blijven?

Welke samenwerkingsvorm heeft men voor ogen: directe bilaterale samenwerking, indirecte samenwerking via NGO's, multilaterale samenwerking of humanitaire hulp?

Welke budgettaire weerslag zou een dergelijke overheveling hebben? Welke verdeelsleutels zouden hierbij worden gehanteerd?

Welke impact zou een dergelijke beslissing op de ontwikkelingssamenwerking hebben?

Is de regeringsbeslissing volgens de staatssecretaris verenigbaar met de doelstellingen inzake Belgische ontwikkelingssamenwerking? De eerste minister schijnt ons niet te willen raadplegen.

belge au développement dans le chaos, avec la perspective de quatre nouvelles années d'incertitude. Tout laisse à penser que le gouvernement a pris une décision dans le flou le plus absolu.

La réaction publique du responsable politique de ce département est éloquente. On ne peut que déplorer le manque d'analyse du gouvernement, qui manque de professionnalisme.

Aucun motif relatif à la solidarité internationale ne justifie cette décision, prise au mépris du sens de l'État et de la « nouvelle culture politique ». Le ministre des Affaires étrangères accepte ainsi de se priver du levier le plus important de sa politique africaine.

Le morcellement des compétences signifie aussi que l'image extérieure de la Belgique sera brouillée et que l'aide aux pays partenaires deviendra inefficace puisque ces pays devront négocier avec trois entités, voire davantage.

Cela signifiera également la fin de la viabilité de la CTB. Que deviendra, dans cette hypothèse, la DGCI? Confier le budget de la coopération aux entités fédérées signifiera en outre le grand retour de l'aide liée au commerce extérieur, le retour des éléphants blancs. Enfin, comment la Belgique pourra-t-elle plaider pour une coopération entre Serbes et Croates ou entre Hutu et Tutsi alors que nous ne serions plus capables nous-mêmes de montrer l'exemple?

Quel est l'inventaire prévu des matières qui pourraient être transférées? A quelles entités? Quelles matières resteraient fédérales?

Quel mode de coopération serait-il visé? La coopération bilatérale directe? La coopération indirecte via les ONG? La coopération multilatérale? L'aide humanitaire?

Quel serait l'impact budgétaire d'un tel transfert? Quelles seraient les clefs de répartition?

Quel serait l'impact d'une telle décision sur les nouvelles structures de la coopération au développement?

J'aimerais connaître également votre opinion sur la compatibilité entre la décision du gouvernement et les objectifs de la coopération belge au développement. Le Premier ministre ne semble pas

Als parlementsleden van de oppositie zijn wij echter geïnteresseerd in uw standpunt. U verklaarde in de pers dat u zich tegen de defederalisering van ontwikkelingssamenwerking zou blijven verzetten. Bent u bereid de daad bij het woord te voegen?

01.02 Francis Van den Eynde (VLAAMS BLOK): Ook ik verzet mij tegen de defederalisering van ontwikkelingssamenwerking. Mijn partij vraagt een volledige splitsing van ontwikkelingssamenwerking; dat hebben we trouwens al in de ABOS-commissie verdedigd. Sindsdien is ons standpunt hierover nog verscherpt: Vlaanderen en Wallonië hebben de laatste jaren blijk gegeven van een totaal uiteenlopende kijk op ontwikkelingssamenwerking. De Vlaamse NGO's zijn veel groter en professioneler dan de Waalse ONG's – let op, dit houdt geen waardeoordeel in. Voorts staat Wallonië veel huiverachtiger tegenover gebonden hulp dan Vlaanderen. En als derde verschilpunt wijs ik op de voorkeur van Wallonië voor landen die zich binnen de francofone wereld situeren, terwijl Vlaanderen meer oog heeft voor de culturele eigenheid van het partnerland.

Beide systemen zijn niet te verzoenen, zodat een volwaardige splitsing van de ontwikkelingssamenwerking de enige uitweg is. Het ene zinnetje over deze aangelegenheid in het Sint-Hedwigsakkoord heeft sommige partijen al in de gordijnen gejaagd. Ik ben er echter van overtuigd dat deze bondige vermelding niet meer was dan een lokmiddeltje om partijen als de Volksunie voor de rest van het akkoord over de streep te trekken. Mij alleszins geeft dit alles weinig hoop. Ik zou de regering dan ook dezelfde vragen willen stellen als de heer Lefevre.

01.03 Minister Louis Michel : Het is mijn stellige bedoeling om de regeringsbeslissing van 17 oktober in verband met de defederalisering van ontwikkelingssamenwerking uit te voeren. Over de implicaties van deze beslissing is echter nog heel wat studiewerk nodig, evenals een breed overleg met alle betrokkenen, inclusief het Parlement. In 2004 moet de beslissing worden uitgevoerd.

01.04 Minister Eddy Boutmans : Minister Michel heeft namens de regering een verklaring afgelegd waarover we het eens zijn.

01.05 Jacques Lefevre (PSC): Het is al te

vouloir nous consulter ; mais nous, parlementaires de l'opposition, sommes intéressés par votre opinion. Vous avez déclaré à la presse que vous iriez jusqu'au bout pour vous opposer à la défédéralisation de la coopération au développement. Etes-vous prêt à mettre vos actions en accord avec vos propos ?

01.02 Francis Van den Eynde (VLAAMS BLOK): Je m'oppose également à la défédéralisation de la coopération au développement. Mon parti en réclame la scission complète. C'est d'ailleurs le point de vue que nous avons défendu en commission de l'AGCD. Depuis, mon point de vue à ce sujet s'est encore renforcé : au cours des dernières années, la Flandre et la Wallonie ont développé en la matière des conceptions totalement différentes. Les ONG flamandes sont plus grandes et plus professionnelles que leurs équivalents francophones. Mais comprenez-moi bien, il ne s'agit pas d'un jugement de valeur. En outre, la Wallonie est davantage opposée à l'aide liée que la Flandre. Un troisième point de divergence concerne la préférence affichée par la Wallonie pour les pays francophones, là où la Flandre est plus attachée au caractère culturel propre du pays bénéficiant de l'aide.

Les deux options étant inconciliables, la scission complète est la seule issue. La présence d'une petite phrase à ce sujet dans les accords de la Sainte-Thérèse a déjà fait réagir certains partis. Je suis convaincu que l'évocation de la scission éventuelle n'était destinée qu'à convaincre des partis comme la Volksunie d'adopter le reste de l'accord. J'ai bien peu d'espoir. Je souhaiterais poser au gouvernement les mêmes questions que celles de M. Lefevre.

01.03 Louis Michel , ministre: Je confirme qu'il existe un accord, au niveau du gouvernement, en vue de défédéraliser la coopération au développement pour ce qui concerne les éléments liés aux compétences des communautés et des régions. Une étude sérieuse de faisabilité est cependant nécessaire afin d'examiner toutes les conséquences d'une telle décision. Les concertations doivent être menées avec tous les acteurs concernés et bien entendu notamment avec le Parlement. Enfin, l'accord prévoit que l'exécution de cette décision prendra effet en 2004.

01.04 Eddy Boutmans , secrétaire d'Etat: Le ministre Michel a fait au nom du gouvernement une déclaration sur laquelle nous sommes d'accord.

01.05 Jacques Lefevre (PSC): On rentre dans les

gemakkelijk een vergelijking te maken tussen Vlaamse en Franstalige NGO's. Ter attentie van de heer Van den Eynde wens ik erop te wijzen dat alle grote NGO's tweetalig zijn.

Ik herhaal dat mijns inziens, wanneer men er goed over nadenkt, een eventuele regionalisering of communautarisering van de ontwikkelingssamenwerking enkel nadelen inhoudt. De PSC verzet zich tegen een splitsing van de ontwikkelingssamenwerking die enkel bedoeld is om aan eisen die verband houden met de binnenlandse politiek tegemoet te komen. De defederalisering, die de belangen van de hulpbehoevende landen zeker niet ten goede komt, beoogt geenszins een grotere doeltreffendheid. Inzake ontwikkelingssamenwerking heeft men zich in België al te vaak met te weinig middelen te snel tevreden gesteld. Nu worden die middelen nog versnipperd. Ik betreur ten stelligste dat alles opeens op een draffje moet gebeuren. Mijn enige hoop is dat wij tegen 2004 opnieuw naar de stembus moeten en dat intussen nog een en ander zal gebeuren.

01.06 Francis Van den Eynde (VLAAMS BLOK): De heer Lefevre heeft mijn woorden nog maar eens verkeerd geïnterpreteerd. Ik heb de Waalse ONG's geenszins minachtend behandeld. Ik heb alleen maar op de verschillen tussen de Vlaamse en de Waalse aanpak willen wijzen.

Ik stel vast dat de regering het – en dat is vandaag uitzonderlijk – over dit dossier eens is. Het eens zijn over iets inhoudsloos, is echter niet moeilijk.

De regering heeft de indruk willen geven dat men de regionalisten een cadeautje wou toewerpen. Maar haar poging is doorzichtig. Het Vlaams Blok loopt er niet in.

01.07 Mark Eyskens (CVP): De inbreng van de Gemeenschappen op allerlei terreinen moet worden geformaliseerd en gestructureerd, daarmee ben ik het eens. Met de nu voorgestelde defederalisering van ontwikkelingssamenwerking ben ik het echter niet eens. Die beslissing, die overigens zonder enig overleg tot stand kwam, zal er immers voor zorgen dat de heer Boutmans onze laatste beleidsman voor Ontwikkelingssamenwerking wordt die op het internationale forum meetelt. De Gemeenschappen hebben immers geen stem op dat forum als ze niet via een federale instantie opereren. Met dit puur politieke akkoord, dat slechts ogenschijnlijk een goede zaak is voor de regio's, verliest iedereen: de staat België, de deelgemeenschappen en de

stéréotypes en comparant les ONG flamandes et francophones. Les grandes ONG sont toutes bilingues. Je tiens à le rappeler à M. Van den Eynde.

Je répète qu'à bien y réfléchir, je ne vois que des inconvénients à une éventuelle régionalisation ou communautarisation de la coopération au développement. Le PSC s'oppose à une scission de la coopération au développement qui n'a d'autre but que de satisfaire à des exigences de politique interne. Ce n'est sûrement pas avec un but d'efficacité que l'on veut défédéraliser. Cela ne servira pas les intérêts des pays à aider. En Belgique, il y avait, en matière de coopération, beaucoup de bonne conscience et peu de moyens. Une fois les moyens atomisés, il ne restera que la conne conscience. On fait tout cela à la va-vite. Je le déplore vivement. Ma seule espérance c'est que, d'ici 2004, on aura voté et que beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts.

01.06 Francis Van den Eynde (VLAAMS BLOK): M. Lefèvre a une nouvelle fois mal interprété mes propos. Je n'ai en aucune façon traité les ONG wallonnes avec mépris. J'ai simplement voulu souligner les différences entre les ONG wallonnes et flamandes.

Je constate – ce qui est exceptionnel aujourd'hui – que ce dossier fait l'unanimité au sein du gouvernement. Mais il n'est pas difficile de se mettre d'accord sur un dossier sans le moindre contenu.

Le gouvernement a voulu donner l'impression que l'on faisait un cadeau aux régionalistes. Mais cette tentative est aisément décodable et le Vlaams Blok ne s'y trompe pas.

01.07 Mark Eyskens (CVP): Je suis d'accord pour dire que l'apport des Communautés doit être officialisé et structuré. Je ne suis cependant pas d'accord avec la défédéralisation de la coopération au développement telle qu'elle est proposée aujourd'hui. Cette décision, qui a été prise sans aucune concertation, aura pour conséquence que M. Boutmans sera le dernier homme politique en charge de la coopération au développement à compter sur la scène internationale. Les Communautés ne peuvent en effet y faire entendre leur voix sans passer par une instance fédérale. Chacun, l'Etat belge, les entités fédérées et la coopération au développement, est perdant dans cet accord purement politique qui est en apparence une bonne affaire pour les Régions. Nous le

ontwikkelingssamenwerking. Dat betreuren wij ten
zeerste. déplorons.

01.08 Ferdy Willems (VU&ID): Voor De VU & ID staan in heel deze discussie de belangen van de ontwikkelingslanden centraal. Dat is vandaag nog altijd veel te weinig het geval. Er is dus nood aan een nieuw beleid. Het huidig concept zit op een dood spoor. In die context is mijn partij voorstander van een Vlaams beleid in een Europees geheel, eerder dan van een Belgisch beleid. De band tussen het Belgisch buitenlands beleid en de ontwikkelingssamenwerking moet losgemaakt worden: beide hebben andere belangen.

Er is inderdaad een verschil in aanvoelen tussen Vlaamse en Waalse ontwikkelingssamenwerking. Het heeft geen zin het ene concept aan het andere landsgedeelte op te dringen. Het is dus zinvol dat de regio's hun eigen ontwikkelingsbeleid kunnen voeren, waarbij zij eigen accenten kunnen leggen.

Voor ons is expertise van het grootste belang. Dit heeft te maken met materies die in ons land tot de Gemeenschappen behoren. Ik denk aan onderwijs, welzijn en zo verder. Via die weg moeten we in de Derde Wereld actief zijn.

Tot slot roep ik op om over deze aangelegenheid mekaar niet langer allerlei hatelijkheden toe te zenden. Het thema van de ontwikkelingssamenwerking is daarvoor veel te belangrijk.

01.09 Leen Laenens (AGALEV-ECOLO): De minister heeft beloofd dat er overleg komt over en een studie naar de modaliteiten van de defederalisering. Het is geen geheim dat wij huiveren voor versnippering; iedereen heeft net behoefte aan coherentie en coördinatie. Samenwerking moet er zijn tussen de diplomaten van Buitenlandse Zaken en de NGO's, tussen Ontwikkelingssamenwerking en Financiën, zeker in het dossier van de schuldkwijtschelding. In die zin steun ik het pleidooi van de heer Eyskens voor een grotere samenhang.

Moties

De **voorzitter** :Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Een eerste motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Francis Van den Eynde en luidt als volgt:

“De Kamer,
gehoord de interpellaties van de heren Jacques Lefevre en Francis Van den Eynde

01.08 Ferdy Willems (VU&ID): Pour la VU&ID, les intérêts des pays en voie de développement se trouvent au centre de toute cette discussion, ce qui est encore trop rarement le cas aujourd'hui. Une nouvelle politique s'impose dès lors. Le concept actuel est sur une voie de garage. Dans ce contexte, mon parti prône une politique flamande intégrée dans un ensemble européen plutôt qu'une politique belge. Il faut desserrer le lien entre la politique extérieure belge et la coopération au développement, car il s'agit d'intérêts divergents.

On observe en effet une différence de sensibilité entre les coopérations au développement flamande et wallonne. Il est vain de vouloir imposer un concept à l'autre et réciproquement. Il conviendrait dès lors de permettre aux Régions de mener leur propre politique de développement, avec des intonations spécifiques.

A nos yeux, l'expertise revêt la plus grande importance. Dans notre pays, cela concerne des matières qui relèvent de la compétence des Communautés. Je songe notamment à l'enseignement et au bien-être. C'est à ce niveau que nous devons être actifs dans le tiers monde.

Enfin, j'espère que cette matière ne donnera plus lieu à des prises de bec de part et autre; la coopération au développement est trop importante pour cela.

01.09 Leen Laenens (AGALEV-ECOLO): Le ministre a promis que les modalités de la défédéralisation feraient l'objet d'une concertation et d'une étude. Ce n'est un secret pour personne, nous redoutons le morcellement : la coopération au développement a besoin de cohérence et de coordination. Dans le dossier de la remise de la dette, il faut une collaboration entre les diplomates et les ONG et très certainement aussi entre la Coopération au développement et les Finances. C'est dans ce sens que je soutiens le plaidoyer de M. Eyskens pour plus de cohérence.

Motions

Le **président** :En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Une première motion de recommandation a été déposée par M. Francis Van den Eynde et est libellée comme suit :

“La Chambre,
ayant entendu les interpellations de MM. Jacques Lefevre et Francis Van den Eynde

en het antwoord van de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken,
verzoekt de regering het nodige te doen om zo vlug mogelijk tot de totale splitsing van de Belgische ontwikkelingssamenwerking over te gaan.”

et la réponse du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères
demande au gouvernement de faire le nécessaire pour qu'il soit procédé dans les meilleurs délais à la scission complète de la coopération au développement belge.”

Een tweede motie van aanbeveling werd ingediend door de heren Jacques Lefevre en Mark Eyskens en luidt als volgt:

“De Kamer,
gehoord de interpellaties van de heren Jacques Lefevre en Francis Van den Eynde
en het antwoord van de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken,
verzoekt de regering werk te maken van een federale en kwaliteitsvolle ontwikkelingssamenwerking die ten dienste staat van de partnerlanden, daarbij oog hebbend voor een efficiënte inbreng van de Gemeenschappen en Gewesten.”

Une seconde motion de recommandation a été déposée par MM. Jacques Lefevre et Mark Eyskens et est libellée comme suit :

“La Chambre,
ayant entendu les interpellations de MM. Jacques Lefevre et Francis Van den Eynde
et la réponse du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères,
demande au gouvernement d'assurer une coopération au développement fédérale de qualité au service des pays partenaires, en respectant un apport efficace des Communautés et des Régions.”

Een eenvoudige motie werd ingediend door de heren Yvon Harmegnies, Jacques Simonet en Geert Versnick en mevrouw Leen Laenens.

Une motion pure et simple a été déposée par MM. Yvon Harmegnies, Jacques Simonet et Geert Versnick et Mme Leen Laenens.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

De vergadering wordt gesloten om 15.35 uur.

La réunion publique est levée à 15.35 heures.